



76^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies

3^e Commission

Débat général

New York, le 30 septembre 2021

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Tout d'abord, permettez-moi de vous féliciter pour votre élection à la présidence de la Troisième Commission et de vous assurer le plein soutien de la Suisse.

Monsieur le Président,

Comme le Secrétaire général des Nations unies a souligné à plusieurs reprises : Notre monde est confronté à d'énormes défis. Ces défis, dont la gestion de la Covid-19, le changement climatique ou encore les conflits violents, sont décrits dans « **Notre Programme Commun** » récemment publié par le Secrétaire général. Ce Programme montre non seulement les difficultés, mais aussi les solutions possibles qui se dessinent pour y faire face. Il appelle à un **multilatéralisme revitalisé** – un objectif que la Suisse défend depuis longtemps. Comme le Secrétaire général, la Suisse est d'avis que ce n'est qu'ensemble et avec un engagement fort en faveur de l'universalité et de l'indivisibilité des droits de l'homme que des solutions durables sont possibles. C'est pourquoi le pilier « droits de l'homme » de l'ONU est de la plus haute importance, y compris le travail des organes de traités, du Conseil des droits de l'homme et de la Troisième commission de l'Assemblée générale.

Permettez-moi d'illustrer cela par **deux exemples** :

Premièrement, les effets désastreux sur les droits de l'homme du **changement climatique** et de la dégradation continue de **l'environnement** exigent des réponses urgentes. Comment

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

garantir le droit à l'eau potable lorsque les rivières s'assèchent ou sont polluées ? Comment garantir le droit à la santé lorsque les vagues de chaleur et les inondations se multiplient ? C'est à nous, la communauté internationale, de trouver et d'élaborer les réponses. C'est pourquoi lors de la session du Conseil des droits de l'homme en cours à Genève, la Suisse, conjointement avec le Costa Rica, les Maldives, le Maroc et la Slovénie, présente une résolution qui reconnaît le droit à un environnement sûr, propre, sain et durable. La reconnaissance d'un tel droit constitue un signal politique très fort. Nous comptons sur le soutien de la communauté internationale.

Deuxièmement, le respect des droits de l'homme figure aussi au cœur des solutions permettant de faire face aux **conséquences de la Covid-19**. La pandémie a exacerbé les inégalités socio-économiques ainsi que les inégalités de genre. Au niveau global, la récession affecte les femmes de manière disproportionnée. La Suisse s'engage ainsi à ce que la participation des femmes et des filles fasse partie intégrante des mesures de reconstruction.

Pour reconstruire en mieux et construire des sociétés résilientes, il est essentiel que nous incluons les voix de tout le monde. Je ne saurais suffisamment insister sur l'importance de l'accès à l'information et des droits aux **libertés d'expression, d'association et de réunion pacifique**. Ces droits ont à nouveau subi de fortes pressions au cours de l'année écoulée et ce dans toutes les régions du monde. La Suisse reste profondément préoccupée par la censure des canaux d'information en ligne, la répression violente des manifestations pacifiques et les représailles à l'encontre de journalistes et défenseuses et défenseurs des droits de l'homme. La société civile et les médias libres apportent une contribution essentielle aux défis de notre temps et doivent être capables de mener à bien leur travail. La Suisse continuera à plaider pour le respect des droits aux libertés d'expression, de réunion pacifique et d'association et à s'engager pour la protection des journalistes et des défenseuses et défenseurs des droits de l'homme. La Suisse salue les deux résolutions correspondantes qui vont être introduites lors de cette session de la Troisième commission et elle s'engage à les défendre et à les renforcer.

Monsieur le Président,

Parce qu'une part importante de la vie dans nos sociétés se déroule désormais en ligne, la protection des droits de l'homme doit s'appliquer **aussi bien en ligne que hors ligne**. La Suisse promeut l'application du droit international et des droits de l'homme dans l'espace numérique. Au cours des douze derniers mois, plusieurs Etats ont eu recours à la **fermeture des réseaux internet**, souvent dans des périodes électorales. La Suisse appelle les Etats à renoncer à de telles mesures, qui non seulement violent la liberté d'expression, mais ont également de graves conséquences sur les droits à l'accès à la santé, à l'éducation et aux services économiques de base.

Par ailleurs, la lutte contre l'impunité reste une priorité pour la Suisse. Elle réitère son plein soutien à **la Cour pénale internationale et aux mécanismes internationaux de reddition de comptes**. Ces mécanismes jouent un rôle clé pour rendre justice aux victimes et pour prévenir de futures violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Ils constituent un élément essentiel pour la sécurité, la réconciliation et la construction d'une paix durable. Dans ce contexte, la Suisse continue à s'engager à ce que les femmes prennent part de manière pleine, égale et significative en toute matière de paix et de sécurité.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de conclure en réitérant que nous ne pourrons relever les défis mondiaux de manière durable que si nous fondons nos efforts sur le respect et la promotion des droits de l'homme. Et nous ne réussirons que si nous agissons ensemble, en intégrant aussi plus systématiquement les voix des jeunes. Cela vaut d'autant plus pour les travaux menés dans le cadre de l'ONU : nous soulignons que le « *building back better* » ne peut fonctionner que si les **trois piliers de l'ONU** travaillent en étroite collaboration et d'une manière renforcée. Nous défendrons cette approche également lors de la 76^{ème} session de l'Assemblée générale ainsi que comme candidate **au Conseil de sécurité** pour la période 2023-2024.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chair,

To begin with, let me congratulate you on your election as Chair of the Third Committee and assure you Switzerland's full support.

Mr. Chair,

As the UN Secretary-General has repeatedly underlined: our world is facing enormous challenges. These challenges, including the management of COVID-19, climate change, and violent conflict, are described in the Secretary-General's recently published "**Our Common Agenda**" report. Illustrating not only the difficulties, but also the potential solutions emerging to face these challenges, the report calls for **reinvigorated multilateralism** – a cause that Switzerland has long defended. Like the Secretary-General, Switzerland believes that sustainable solutions are only possible with concerted efforts and a strong commitment to the universality and indivisibility of human rights. This is why the human rights pillar of the UN is

of utmost importance, including the work of the treaty bodies, the Human Rights Council and the Third Committee of the General Assembly.

Allow me to illustrate this with **two examples**:

First, the disastrous effects of **climate change** and of the continuing environmental degradation on human rights require urgent action. How can the right to safe drinking water be guaranteed when rivers are drying up or being polluted? How can the right to health be guaranteed when heat waves and floods are becoming increasingly commonplace? It is up to us, the international community, to find and develop the answers. That is why – at the Human Rights Council's current session in Geneva – Switzerland, together with Costa Rica, the Maldives, Morocco and Slovenia, is presenting a resolution that recognises the right to a safe, clean, healthy and sustainable environment. The recognition of such a right would send a very strong political signal. We are counting on the support of the international community.

Second, respect for human rights is also at the heart of efforts to deal with the **consequences of COVID-19**. The pandemic has exacerbated socio-economic and gender inequality. Globally, the recession disproportionately affects women. Switzerland is thus committed to ensuring that the participation of women and girls is an integral part of reconstruction programmes.

To build back better and create resilient communities, we must make sure that everyone's voice is heard. I cannot underscore strongly enough the importance of access to information and of respecting the rights to **freedom of expression, association and peaceful assembly**. These rights have again come under severe pressure over the past year in all regions of the world. Switzerland remains deeply concerned about the censorship of online information channels, the violent repression of peaceful protests, and the reprisals against journalists and human rights defenders. Civil society and a free media make an essential contribution to tackling the challenges of our time and must be allowed to carry out their work effectively. Switzerland will continue to promote respect for the rights to freedom of expression, peaceful assembly and association, and to work for the protection of journalists and human rights defenders. Switzerland welcomes the two resolutions on these topics to be introduced during this session of the Third Committee and is committed to advocating for and strengthening them.

Mr Chair,

Because so much of life in our societies now takes place online, human rights must be protected **online just as much as offline**. Switzerland promotes the application of international law and human rights in the digital space. Over the last twelve months, several states have **shut down internet networks**, often during election periods. Switzerland calls on states to abandon such measures, which not only violate the freedom of expression, but also

have serious consequences on the rights to access to health, education and basic economic services.

The fight against impunity also remains a priority for Switzerland. Switzerland reaffirms its full support for **the International Criminal Court and international accountability mechanisms**. Such mechanisms play a key role in achieving justice for victims and in preventing serious violations of human rights and international humanitarian law. They are essential for security, reconciliation and the achievement of sustainable peace. In this context, Switzerland remains committed to ensuring the full, equal and meaningful participation of women in all matters relating to peace and security.

Mr Chair,

Allow me to conclude by reiterating that we can only develop sustainable solutions to global problems if we ground our efforts in the respect and the promotion of human rights. And we will only succeed through joint action that also includes young people more systematically into the conversation. This maxim is particularly relevant to the UN's work: we underline that *building back better* can only work if the **three pillars of the UN** work closely together and in a reinforced manner. We will also defend this approach during the 76th session of the General Assembly and as candidate for the **Security Council** for the period 2023–2024.

Thank you.